

Brochure n° 3120

Convention collective nationale

IDCC : 468. – **EMPLOYÉS DES ENTREPRISES À SUCCURSALES
DU COMMERCE DE DÉTAIL DE LA CHAUSSURE**

■ *Journal officiel* du 20 novembre 2009

**Arrêté du 12 novembre 2009 portant extension d'accords conclus
dans le cadre de la convention collective nationale du commerce
succursaliste de la chaussure (n° 468)**

NOR : MTST0926959A

Le ministre du travail, des relations sociales, de la famille, de la solidarité
et de la ville,

Vu le code du travail, notamment son article L. 2261-15 ;

Vu l'arrêté du 24 janvier 1974 et les arrêtés successifs, notamment l'arrêté
du 23 avril 2009, portant extension de la convention collective nationale des
entreprises à succursales du commerce de détail de la chaussure du 2 juil-
let 1968, mise à jour le 18 novembre 1971 et devenue convention collective
nationale du commerce succursaliste de la chaussure par avenant du 22 octo-
bre 2008, et des textes la complétant ou la modifiant ;

Vu l'accord du 7 juillet 2009, relatif aux salaires minima conventionnels
pour les cadres, conclu dans le cadre de la convention collective nationale
susvisée ;

Vu l'accord du 7 juillet 2009, relatif aux salaires minima conventionnels
garantis pour les employés, conclu dans le cadre de la convention collective
nationale susvisée ;

Vu la demande d'extension présentée par les organisations signataires ;

Vu l'avis publié au *Journal officiel* du 3 octobre 2009 ;

Vu les avis recueillis au cours de l'enquête ;

Vu l'avis motivé de la Commission nationale de la négociation collective
(sous-commission des conventions et accords), recueilli suivant la procédure
prévue à l'article R. 2261-5 du code du travail,

Arrête :

Article 1^{er}

Sont rendues obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés compris dans le champ d'application de la convention collective nationale des entreprises à succursales du commerce de détail de la chaussure du 2 juillet 1968, mise à jour le 18 novembre 1971 et devenue convention collective nationale du commerce succursaliste de la chaussure par avenant du 22 octobre 2008, tel qu'il résulte de l'avenant du 20 mai 2008, les dispositions de :

- l'accord du 7 juillet 2009 relatif aux salaires minima conventionnels pour les cadres, conclu dans le cadre de la convention collective nationale susvisée, sous réserve de l'application des dispositions de l'article L. 2241-9 du code du travail qui prévoient que la négociation annuelle sur les salaires vise également à définir et à programmer les mesures permettant de supprimer les écarts de rémunération entre les femmes et les hommes avant le 31 décembre 2010 ;
- l'accord du 7 juillet 2009 relatif aux salaires minima conventionnels garantis pour les employés, conclu dans le cadre de la convention collective nationale susvisée, sous réserve de l'application des dispositions de l'article L. 2241-9 du code du travail qui prévoient que la négociation annuelle sur les salaires vise également à définir et à programmer les mesures permettant de supprimer les écarts de rémunération entre les femmes et les hommes avant le 31 décembre 2010.

Article 2

L'extension des effets et sanctions des accords susvisés est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par lesdits accords.

Article 3

Le directeur général du travail est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 12 novembre 2009.

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur général du travail,

J.-D. COMBEXELLE

Nota. – Les textes des accords susvisés ont été publiés au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n° 2009/37, disponible à la Direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au prix de 8,20 €.